

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE OCÉAN INDIEN

Société Anonyme au capital de 16 666 800 €
Siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve, 97466 Saint-Denis de la Réunion
330 176 470 R.C.S. Saint-Denis

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée générale du 5 mai 2017

I. – Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	Exercice N	Exercice N -1
Caisse, banques centrales, C.C.P.	44 008	38 684
Créances sur les établissements de crédit	216 423	275 633
Opérations avec la clientèle	1 549 960	1 452 696
Participations et autres titres détenus à long terme	974	794
Parts dans les entreprises liées	1 920	1 896
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	620	990
Immobilisations incorporelles	2 105	1 718
Immobilisations corporelles	13 877	14 754
Autres actifs	9 412	6 898
Comptes de régularisation	9 288	8 927
Total de l'actif	1 848 587	1 802 990

Passif	Exercice N	Exercice N -1
Dettes envers les établissements de crédit	536 805	559 833
Opérations avec la clientèle	1 074 193	1 018 690
Autres passifs	7 525	11 548
Comptes de régularisation	22 641	17 340
Provisions pour risques et charges	8 576	1 855
dettes subordonnées	35 639	35 639
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664	1 778
Capitaux propres hors FRBG	161 544	156 307
Capital souscrit	16 667	16 667
Primes d'émission	1 921	1 921
Réserves	5 790	5 790
Report à nouveau (+/-)	114 848	109 725
Résultat de l'exercice	22 319	22 204
Total du passif	1 848 587	1 802 990

Hors-bilan	Exercice N	Exercice N -1
Engagements de financement	66 312	53 087
Engagements de garantie	145 123	152 628
Engagements de financement	137 049	99 946
Engagements de garantie	475 179	506 686

II. – Compte de résultat publiable

(En milliers d'euros.)

	31/12/16	31/12/15
Intérêts et produits assimilés	63 294	62 780
Intérêts et charges assimilés	22 034	23 115
Produits sur opérations crédit-bail et assimilés	748	507
Charges sur opérations crédit-bail et assimilés	401	445
Revenus des titres à revenu variable	133	91
Commissions (produits)	40 563	38 830
Commissions (charges)	5 220	4 994
Gains, pertes sur opérations portefeuille de négociation	458	436
Autres produits d'exploitation bancaire	1 755	3 575
Autres charges d'exploitation bancaire	113	352
Produit net bancaire	79 183	77 313
Charges générales d'exploitation	43 040	43 391
Dotation amortissements, aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	3 350	3 238
Résultat brut d'exploitation	32 793	30 684
Coût du risque (+/-)	-2 163	1 578
Résultat d'exploitation	30 630	32 262
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3 263	643
Résultat courant avant impôt	33 893	32 905
Résultat exceptionnel	0	0
Impôts sur les bénéfices	11 688	10 700
Dotation/reprise de FRBG et provisions règlementées	-114	0
Résultat net	22 319	22 204

III. – Annexe aux comptes annuels

Notes sur les principes comptables

Les comptes de la Banque Française Commerciale Océan Indien ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991 modifié par les Règlements 99-04, 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

Titres de transaction et de placement**Titres de transaction**

Ces titres figurent à l'actif du bilan au prix de marché. A la date d'arrêté, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

La valeur d'inventaire de ces titres est leur prix de marché. En date d'arrêté, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation par ensemble homogène de titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation

Ces titres sont enregistrés au prix d'achat. A la clôture de l'exercice, ils sont estimés en fonction de l'actif net, de la situation financière et des perspectives de rentabilité de l'entreprise. Les moins-values constatées valeur par valeur donnent lieu à la dotation d'une dépréciation.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordre liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations (application du règlement CRC 2004-06).

En application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2005-09, la BFCOI calcule les amortissements selon la méthode simplifiée depuis le 01 janvier 2005.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les coûts d'acquisition des :

— logiciels, amortis sur une durée de un an à trois ans, à l'exception du progiciel d'ALM amorti sur 7 ans ;

— droits au bail des nouvelles agences, amortis sur une durée de 9 ans.

Immobilisations corporelles

Elles sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Tableau récapitulatif des modes et durées d'amortissement

Logiciels	Linéaire / 1 an à 3 ans
Matériels	Linéaire / 5 ans
Matériels informatiques	Linéaire / 3 ans à 5 ans
Mobiliers	Linéaire / 10 ans
Aménagements	Linéaire / 10 ans
Automobiles	Linéaire / 4 ans
Immeubles	
Gros œuvre	Linéaire / 40 ans
Façades et toiture	Linéaire / 30 ans
Second œuvre	Linéaire / 15 ans

Dotations aux amortissements

Les dotations relatives aux immobilisations d'exploitation sont enregistrées dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat publiable.

Celles relatives aux immobilisations hors exploitation sont enregistrées dans la rubrique « Autres charges d'exploitation bancaire ».

Risques de crédit

Créances douteuses

La BFCOI applique les dispositions des règlements n° 2002-03 et n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, ainsi que les dispositions du CRC 2007-06 relatif au traitement des découverts douteux.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte globale pouvant résulter de leur non recouvrement total ou partiel. Ces dépréciations sont comptabilisées client par client.

Les intérêts sur créances douteuses sont dépréciés à 100 %.

Sont définies comme créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement ;
- les créances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière de crédits immobiliers aux acquéreurs de logement) ;
- les découverts en dépassement d'autorisation continu depuis plus de 3 mois ;
- les créances présentant un caractère contentieux (déchéance du terme, procédure collective).

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû + intérêts échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites sous la rubrique « créances douteuses ».

La classification en créances douteuses d'un encours sur une personne physique ou morale déterminée entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, nonobstant toute considération liée aux garanties individuelles, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Actualisation des flux de recouvrement prévisionnels des créances douteuses

L'application de cette disposition des règlements CRC 2002-03 et CRC 2005-03, s'est traduite en 2016 par une dotation nette de 879 K €, intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances douteuses compromises

Lorsqu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. Cette identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'elles sont jugées irrécupérables, les créances douteuses compromises sont comptabilisées en pertes.

Segmentation des encours

Les cotations retenues par la BFCOI sont les suivantes :

- clients sains : côtés 1 (très bon), 2 (bon), 3 (assez bon) ou 4 (acceptable) ;
- clients sensibles : côtés 5 (sain mais sensible) ou 6 (risque non acceptable) ;

— clients en défaut : 7 (douteux perte partielle quasi certaine), 8A (créances en recouvrement judiciaire ou amiable) ou 8B (créances définitivement compromises).

Dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux cotés sensibles

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) cotés sensibles. Elle s'élève à 850 K€ au 31 décembre 2016.

Dépréciation de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux déclassés de sains ou sensibles à douteux

Conformément à la norme du groupe SG, la BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation forfaitaire de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) déclassés de sains ou sensibles à douteux. Elle s'élève à 1 501 K€ au 31 décembre 2016.

Il s'agit d'une dépréciation minimum, avant toute analyse de la valeur des garanties.

Dépréciation sur les encours douteux de la clientèle privée (CLIPRI) et professionnelle (CLIPRO)

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation sur les encours douteux CLIPRI et CLIPRO consécutifs à des impayés sur des crédits à la consommation, des crédits à l'habitat (hors garanties Crédit Logement) ou des découverts en dépassement continu depuis plus de 90 jours.

Cette dépréciation s'élève à 5 491 K€ au 31 décembre 2016.

Epargne-logement

En application des dispositions du règlement CRC 2007-01, relatives à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans (PEL) d'épargne logement, la BFC OI procède à l'évaluation des conséquences défavorables :

— des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;

— des engagements pris en matière de rémunération des PEL pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Cette provision s'élève à 367 K€ au 31 décembre 2016.

Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Commissions de crédit et coûts marginaux relatifs à l'octroi de concours

La BFC OI applique depuis 2010 le CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours.

Les frais de dossiers sur prêts ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont enregistrés de manière linéaire sur la durée de vie contractuelle des prêts concernés et comptabilisés en produits nets d'intérêts dans le Produit Net Bancaire (PNB).

FRBG

En application du règlement 90.02 du CRBF, la BFCOI enregistre un « Fonds pour risques bancaires généraux ».

Notes sur le bilan

Dettes subordonnées

Il s'agit d'emprunts subordonnés à durée indéterminée souscrits auprès du groupe The Mauritius Commercial Bank LTD et de la Société Générale.

Ces emprunts ont été conclus pour une durée indéterminée. Ils ne peuvent être remboursés qu'à l'initiative de l'emprunteur (BFC OI), en tout ou partie, et après accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Opérations en devises

Les emplois, réserves et engagements en devises figurant au bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

La différence entre les résultats des conversions telle que définies ci-dessus et les contre-valeurs euros telles qu'elles ont été enregistrées aux dates d'entrée au bilan est portée au compte de résultat.

Engagements sociaux : médailles du travail, indemnités de fin de carrière, retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires pour le personnel de la Réunion et de Paris sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés (CRIC, CRIS, ANEP, et CRPB-DOM). Les cotisations dues au titre d'un exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

La BFC OI verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés.

Les engagements correspondants, valorisés par un cabinet d'actuaire, selon la méthode des unités de crédit projetés et sur la base d'un taux d'actualisation de 1,30 % sont couverts, d'une part par une provision enregistrée au passif du bilan, et d'autre part au travers d'un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance.

Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite (10 % des départs à 62 ans, 90 % des départs à 65 ans).

Médailles du travail

Le montant net des engagements de la BFC OI au 31 décembre 2016 s'élève à 337 K€, entièrement provisionné. Ces engagements ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 1,20 %.

Régime de retraite de Mayotte*Explication du changement de méthode comptable*

Au 31 décembre 2016, la BFCOI a comptabilisé pour la première fois les engagements de retraite de Mayotte utilisant ainsi la méthode préférentielle prévue dans le cadre de la recommandation ANC n° 2013-02 car conduisant à une meilleure information financière.

Incidences des changements sur le bilan et le compte de résultat de 2016

Conformément à l'avis n° 00-A du comité d'urgence du CNC du 6 juillet 2000, la première provision des engagements de retraite, correspondant à la méthode préférentielle, doit être imputé en totalité et immédiatement sur les capitaux propres en « report à nouveau » à l'ouverture de l'exercice du changement.

S'agissant de la première application, un montant de 5 981 K€ a été imputé sur le report à nouveau. Ce montant correspond à la provision qui aurait dû être constatée sur les pensions de retraite au 31 décembre 2016 augmenté des ajustements actuariels de l'exercice 2016.

L'ajustement de l'engagement relatif à 2016 a été comptabilisé en compte de résultat pour un montant de 456 K€.

Le montant des engagements relatifs aux pensions de retraite ainsi comptabilisé au 31 décembre 2016 s'élève donc à 7 251 K€, couvert à hauteur de 813 K€ par un fonds doté auprès d'un assureur.

Cet engagement a été valorisé sur la base des paramètres suivants :

- taux d'actualisation de 1,5 % ;
- taux d'inflation de 1,70 % ;
- taux d'augmentation des salaires (net de l'inflation) de 1 % ;
- rendement estimé des actifs à long terme de 1,5 %.

Instruments financiers dérivés

Afin de réduire son exposition au risque de taux, la BFC OI a conclu avec la Société Générale des contrats de swaps de taux, en couverture de certains actifs et de certains passifs ; l'encours global de ces swaps au 31 décembre 2016 s'élève à 307 M€.

Informations relatives à la composition des fonds propres prudentiels

Fonds propres de base prudentiels	138 785 K€
Capital	16 667 K€
Réserves, report à nouveau et primes d'émission	122 558 K€
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664 K€
Immobilisations incorporelles nettes	-2 105 K€
	138 785 K€
Fonds propres complémentaires	35 634 K€
PSDI accordé par la Société Générale	17 817 K€
PSDI accordé par la Mauritius Commercial Bank	17 817 K€
	35 634 K€
Total des fonds propres prudentiels	174 419 K€

Informations relatives aux exigences de fonds propres

Exigences de fonds propres au titre des risques de crédit	84 033 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels	3 695 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	0 K€
Total des exigences de fonds propres	87 728 K€

Autres informations

Les comptes de la BFC OI sont :

- intégrés selon la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés de la Société Générale ;
- mis en équivalence dans les comptes consolidés de la Mauritius Commercial Bank (MCB).

Intégration fiscale

En 2013, la BFC OI a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale, la SNC Société 72.

Le montant de l'encours des prêts participatifs à durée indéterminée accordés par la BFCOI s'élève à 2 614 K€ au 31 décembre 2016. Le bénéficiaire en est le Crédit Logement.

Informations fournies en application du règlement ANC N° 2010-04

Transactions significatives entre parties liées, conclues à des conditions « hors marché » : néant

Opérations présentant des risques et avantages significatifs et non inscrites au bilan ou au hors bilan : néant

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(Ces créances ne sont pas éligibles au refinancement de la BDF)

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	158 426		158 426	207 144		207 144
Comptes et prêts à terme		57 734	57 734		68 072	68 072
Créances douteuses						
Sous-total	158 426	57 734	216 160	207 144	68 072	275 216
Créances rattachées	224	39	263	373	43	416
Total brut	158 650	57 773	216 423	207 517	68 115	275 632
Dépréciations						
Total net	158 650	57 773	216 423	207 517	68 115	275 632

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Crédits à la clientèle	1 406 251	1 322 160
Valeurs non imputées	17 657	18 011
Comptes ordinaires débiteurs	58 969	53 399
Créances rattachées	3 808	4 077
Créances douteuses	122 201	115 770
Total brut	1 608 886	1 513 417
Dépréciations	58 926	60 721
Total net	1 549 960	1 452 696

Note 2 bis. – Risques de crédit : répartition par grands types de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Particuliers	Entreprises	Clientèle financière	Autres	Total
Créances douteuses	29 847	92 115		239	122 201
Créances douteuses	16 132	40 357		113	56 602
Créances douteuses compromises	13 715	51 758		126	65 599
Dépréciations sur créances douteuses	18 251	40 636		39	58 926
Dépréciations sur créances douteuses - principal	57	3 824			3 881
Dépréciations sur créances douteuses compromises - principal	12 151	34 346		36	46 533
Dépréciations sur créances douteuses - intérêts	323	970			1 293
Dépréciations sur créances compromises - intérêts	229	646		3	878
Dépréciations forfaitaires sur créances douteuses	5 491	850			6 341
Total net exercice en cours	11 596	51 479		200	63 275
Total net exercice précédent	6 990	47 933		126	55 049

Note 2 ter. – Flux des dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros.)	Solde début période	Dotation	Dotation par RAN	Reprise / disponible	Reprise / utilisée	Solde fin période
Sur opérations interbancaires						
Sur créances clientèle	60 721	12 526		12 671	1 650	58 926
En principal	57 363	11 939		10 967	1 579	56 756
En intérêts	3 358	587		1 704	71	2 170
Sur portefeuille titres de participation et titres détenus à long terme	3 393	7		23		3 377
Sur portefeuille titres de placement						
	64 114	12 533		12 694	1 650	62 303

Note 3. – Portefeuille titres (**)

(En milliers d'euros.)	Investissement		Placement		Transaction		Valeurs nettes comptables		Plus-values latentes
							Total		
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016
Actions									0
Créances rattachées									
Dépréciations									0
Total actions et autres titres à revenu variable									0

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

Note 4. – Participations et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

	Nombre de titres détenus	Part dans le capital	Nominal des titres	Valeur brute (En milliers d'euros.)	Dépréciation (En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable (En milliers d'euros.)
Participations						
Crédit Logement	32	NS	70 EUR	2		2
Autres						
SEM Nordev	75	7,50 %	250 EUR	19		19
Swift	3	NS	125 EUR	1		1
Certificats d'association du fonds de garantie des dépôts				546		546
Total participations : non cotées				568		568
Parts dans les entreprises liées						
Établissements de crédit						
Mauritius Commercial Bank (Madagascar)	24 000	10 %	50 000 MGA	67		67
Autres						
Bpifrance (ex Oseo)	43 544	NS	8 EUR	6		6
Run Croissance	50	2,6 %	10 000 EUR	400	7	393
Auber Immobilier	1 485	99 %	16 EUR	23		23
SCI Mayotte 2001	18 299	99 %	100 EUR	1 830		1 830
SCI Omaha 2012	499 999	99 %	0,01EUR	5		5
Avance Associé Omaha 2012				3 370	3 370	
SNC Société 72	99	99 %	10 EUR	1		1
Total parts dans les entreprises liées non cotées				5 702	3 377	2 325
Participations cotées						
Total participations cotées						
Total général				6 270	3 377	2 893

Note 4 bis. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Créances	Dettes	Engagements donnés	Engagements reçus	Instruments financiers
The Mauritius Commercial Bank Maurice	1 555	78 208	7 515	12 161	
The Mauritius Commercial Bank Seychelles		3 739			
Société Générale	167 496	440 946	14 081	142 196	312 729 (*)
MCB Madagascar		941			
MCB Mozambique	1 080	332			
SCI Mayotte 2001		1 744			
(*) swaps de taux d'intérêts et caps / floors, valeur nominale					

Note 4 ter. – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme au 31 décembre 2016

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (En %.)	Valeur comptable des titres détenus Brute	Valeur comptable des titres détenus Nette	Prêts et avances consentis par la BFC OI et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB 2015	Résultat (bénéfice ou perte 2015)	Dividendes encaissés par la BFC OI au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication										
1 - Filiales détenues à plus de 50 %										
SCI Mayotte 2001	1 830	-16	99	1 830	1 830				-30	
2 - Participations détenues entre 10 % et 50 %										
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :										
1 - Filiales françaises (ensemble)								-	-	
2 - Filiales étrangères (ensemble)								-	-	
3 - Participations dans des sociétés françaises (ensemble)				3 828	451			-	-	
4 - Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)				66	66			-	-	128
5 - Certificat d'association du fond de garantie des dépôts				546	546					
Total				6 270	2 893					128

Note 5. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisition / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Logiciels	7 644	1 281			8 925
Droits au bail	366				366
Total valeur brute	8 010	1 281			9 291
Amortissements/dépréciations					
Logiciels	5 926	894			6 820
Droits au bail	366				366
Total amortissements	6 292	894			7 186
Dotations aux dépréciations sur immobilisations					
Total dotations					
Valeur nette comptable	1 718	387			2 105

Note 5 bis. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Crédit-bail et opérations assimilées	3 481	69	1 016		2 534
Créances rattachées	45			-39	6
Total	3 526	69	1 016	-39	2 540
Amortissements/dépréciations					
Crédit-bail et opérations assimilées	2 536	386	1 001		1 921
Total	2 536	386	1 001		1 921
Valeur nette comptable	990	-317	15	-39	619

Note 5 ter. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Encours financiers	938	1 677
Résultats financiers	62	37
Réserves latentes	341	746

Note 5 quater. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains					
Immeubles d'exploitation	270				270
Immeubles hors exploitation	390				390
Constructions					
Immeubles d'exploitation	6 503				6 503
Immeubles hors exploitation	2 326				2 326
Agencements, Installations, autres immobilisations corporelles	32 706	1 695	595		33 806
Total	42 195	1 695	595		43 295
Amortissements/dépréciations					
Constructions					
Immeubles d'exploitation	1 650	240			1 890
Immeubles hors exploitation	1 127	109			1 236
Agencements, Installations, autres immobilisations corporelles	24 664	2 215	587		26 292
Total	27 441	2 564	587		29 418
Valeur nette comptable	14 754	-869	8		13 877

Note 6. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de stocks et emplois divers	301	184
Débiteurs divers	9 111	6 714
Total	9 412	6 898

Note 7. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement	321	1 285
Charges constatées d'avance	834	1 014
Produits à recevoir	7 765	4 917
Autres comptes de régularisation	368	1 711
Total	9 288	8 927

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2014		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	59 719		59 719	47 089		47 089
Comptes et emprunts à terme		470 279	470 279		509 033	509 033
Valeurs données en pension						
Sous-total	59 719	470 279	529 998	47 089	509 033	556 122
Dettes rattachées	38	1 173	1 211		1 418	1 418
Autres sommes dues	5 596		5 596	2 293		2 293
Total	65 353	471 452	536 805	49 382	510 451	559 833

Note 9. – Opérations avec la clientèle et dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Opérations avec la clientèle	959 060	115 133	1 074 193	868 213	150 477	1 018 690
Comptes d'épargne à régime spécial	203 326	57 245	260 571	194 165	56 013	250 178
Dettes rattachées	1 398	1 534	2 932	1 902	1 790	3 692
Comptes ordinaires de la clientèle	747 300		747 300	665 102		665 102
Autres sommes dues	6 946		6 946	6 956		6 956
Comptes créditeurs à terme		56 354	56 354		92 674	92 674
Autres dettes diverses	90		90	88		88
Dettes rattachées						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres de créances négociables						
Total général	959 060	115 133	1 074 193	868 213	150 477	1 018 690

Note 10. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Personnel et comptes rattachés	32	26
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	704	1 595
État et autres collectivités publiques	1 492	5 002
Autres dettes	5 296	4 925
Total	7 524	11 548

Note 11. – Comptes de régularisation - Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement	246	338
Produits constatés d'avance	533	575
Charges à payer	21 027	16 170
Autres comptes de régularisation	835	257
Total	22 641	17 340

Note 12. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Dotation par RAN	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Fin exercice
Autres provisions						
Risques sur opérations avec la clientèle	261	270		174		357
Charges de personnel (engagements sociaux de fin de carrière)	321	1 095	5 981	623		6 774
Autres risques et charges	1 273	368		196		1 445
Total	1 855	1 733	5 981	993		8 576

Note 13. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Variations	Fin exercice
Emprunts à taux variables			
Emprunts participatifs			
Dettes subordonnées à durée indéterminée	35 634		35 634
Dettes rattachées	5		5
Total	35 639		35 639

Les taux moyens appliqués pour 2015 et 2016 sont respectivement de : 2,79 % et 2,55 %

Note 14. – Capital souscrit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Nombre	Nominal	Nombre	Nominal
Titres émis				
Actions ordinaires	333 336	50 EUR	333 336	50 EUR
Total	333 336		333 336	

Note 15. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Réserves légales	1 667	1 667
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 123	4 123
Total	5 790	5 790

Note 16. – Évolution des capitaux propres hors FRBG

[illegible]

Affectation du résultat de l'exercice précédent					11 104	11 100	-22 204	
Distribution de l'exercice					-5 981	-11 100		-11 100
Position à la clôture de l'exercice	16 667	1 921	5 790	114 847			22 319	161 544

Note 17. – Actifs / passifs selon durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	203 985	770	4 158	7 510	216 423
Opérations avec la clientèle	73 380	143 199	586 362	603 310	1 406 251
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total exercice en cours	277 365	143 969	590 520	610 820	1 622 674
Total exercice précédent	462 559	141 207	551 145	573 417	1 728 328
Passifs					
Dettes envers les établissements de crédit	16 032	41 399	208 653	204 195	470 279
Comptes créditeurs de la clientèle	1 002 729	25 215	34 985	11 264	1 074 193
Dettes représentées par un titre					
Bons de caisse					
Titres de créances négociables					
Total exercice en cours	1 018 761	66 614	243 638	215 459	1 544 472
Total exercice précédent	1 001 922	77 273	263 014	236 314	1 578 523

Note 18. – Intérêts & produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Établissements de crédit	Clientèle	Établissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	392	3 340	533	3 097
Intérêts sur comptes & prêts	268		351	
Rémunération du collatéral SG SFH	226		38	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		54 660		57 506
Intérêts sur créances douteuses		4 384		1 226
Autres intérêts				
Produits sur prêts subordonnés à terme	22		28	
Total	909	62 385	950	61 829

Note 19. – Intérêts & charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Établissements de crédit	Clientèle	Établissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	328	47	1	50
Intérêts sur comptes & emprunts	11 145	4 138	12 579	4 503
Intérêts sur titres à revenu fixe				
Charges sur dettes subordonnées à terme & à durée indéterminée	909		997	
Instruments financiers : charges nettes sur swaps de taux de couverture	5 466		4 984	
Total	17 848	4 185	18 561	4 553

Note 20. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & Interbancaires	65		51	1
Opérations avec la clientèle	4 943	29 374	4 737	28 983
Opérations sur titres	213		206	
Opérations de change		37		44
Opérations sur engagements de financement et de garantie		3 116		2 764
Prestations de services financiers		8 036		7 038
Total	5 220	40 563	4 994	38 830

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres de transaction et de placement		
Gains sur titres de transaction		
Opérations de change	458	436
Gains sur opération de change et d'arbitrage	469	503
Pertes sur opération de change et d'arbitrage	-11	-67
Total	458	436

Note 22. – Ventilation par zones géographiques

(En milliers d'euros.)	Réunion	Mayotte	Paris	Total
Intérêts et produits assimilés	49 481	13 581	232	63 294
Intérêts et charges assimilés	15 565	5 890	578	22 033
Commissions (produits)	27 482	12 125	955	40 563
Commissions (charges)	4 037	1 070	114	5 220
Gains/pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	394	0	64	458
Autres produits d'exploitation bancaire	1 354	378	23	1 755
Autres charges d'exploitation bancaire	113			113

Note 22 bis. – Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Commissions gestion assurances sur concours	425	354
Prestations informatiques	718	896
Revenus des immeubles	53	58
Quote-part de bénéfice assurance	252	1 700
Affacturage	247	234
Autres produits divers d'exploitation	59	333
	1 755	3 575

Note 22 ter. – Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Autres charges diverses d'exploitation	113	352
	113	352

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel	30 080	29 100
Salaires & traitements	17 350	16 886
Charges de retraite	2 017	1 814
Charges sociales	5 995	6 013
Intéressement des salariés	1 100	1 302
Participation des salariés	1 729	1 535
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	1 517	1 631
Dotations aux provisions sur charges de personnel	1 095	801
Reprises de provisions disponibles sur charges de personnel	-722	-910
Reprises de provisions utilisées sur charges de personnel		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes sur charges de personnel		
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes		28
Autres frais	12 960	14 291
Impôts, taxes	2 238	2 011
Dotation/reprise de provisions sur risques sur impôts et taxes		
Services extérieurs	10 722	12 280
Total	43 041	43 391

Montant du CICE au 31 décembre 2014 : 574 k€ au 31 décembre 2015 : 588 k€.

Note 23 bis. – Honoraires des Commissaires aux comptes

L'information sur les honoraires des Commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la Société Générale.

Note 24. – Coût net du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses (principal)	7 537	7 614
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	247	627
Dotations aux dépréciations sur encours à surveiller	440	2 613
Dotations aux dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	3 962	2 533
Autres dotations aux dépréciations	557	326
Reprises de dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles ou utilisées (principal)	-7 093	-16 182
Reprises de dépréciations sur encours à surveiller (disponibles ou utilisées)	-2 114	-1 104
Reprises de dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	-3 391	-2 253
Reprises de dépréciations pour risques disponibles ou utilisées	-272	-59
Autres reprises de dépréciations		
Pertes sur éléments couverts par des provisions	7	13
Autres charges irrécupérables couvertes par des dépréciations	1 631	3 612
Récupérations sur créances amorties	-143	-129
Dotations pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Reprises pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Pertes sur éléments non couverts par des provisions	795	811
Coût net du risque	2 163	-1 578

Note 25. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles		
Moins-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions droits au bail		
Reprise dépréciations sur immobilisation incorporelle		
Immobilisations corporelles	20	188
Moins-values sur cessions d'immobilisations	-1	
Plus-values sur cessions d'immobilisations	21	188
Immobilisations financières	3 243	454
Moins-values sur cessions d'immobilisations financières		
Dotations dépréciations sur immobilisations financières	-7	
Plus-values sur cessions d'immobilisations financières	3 226	454
Reprises dépréciations sur immobilisations financières	24	
Autres dotations aux provisions pour dépréciation		
Autres reprises de provisions pour dépréciation		
Total	3 263	642

Note 26. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Sur résultat courant	11 493	7 042
Intégration fiscale : subvention à SNC Société 72	195	3 658
Sur résultat exceptionnel		
Total	11 688	10 700

Note 27. – Situation fiscale latente

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts différés Actif (taux : 34,43 %)	10 904	7 681
Charges à payer non déductibles	670	600
Provisions non déductibles	9 757	6 261
Autres provisions non déductibles	477	820
Impôts différés Passif	0	0
Total	10 904	7 681

Note 28. – Opérations de hors bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	66 312	53 087
Ouvertures de crédits documentaires	8 696	7 646
Autres ouvertures de crédits confirmés	55 402	44 111
Acceptations à payer	2 214	1 330
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit	86 023	91 651
Confirmations d'ouvertures de crédits documentaires		
Acceptations à payer		

Autres garanties	86 023	91 651
D'ordre de la clientèle	59 099	60 976
Cautions	20 401	29 969
Garanties de remboursement de crédits distribués par d'autres établissements		
Obligations cautionnées	13 524	7 873
Autres garanties	25 174	23 134
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	137 049	99 946
Engagements de garantie		
Reçus d'établissement de crédit	475 179	506 685

Note 29. – Rémunérations allouées, avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Montant global des rémunérations allouées aux dirigeants (*)	NC	NC
Montant global des rémunérations allouées aux administrateurs	Néant	Néant
Montant global des avances et crédits accordés aux dirigeants et aux administrateurs pendant l'exercice	Néant	Néant
(*) l'information ne peut être communiquée, car il n'y a qu'un seul dirigeant		

Note 30. – Projet d'affectation du résultat 2016

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes	13 400	11 100
Report à nouveau	8 919	11 104
	22 319	22 204

Note 31. – Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Plan d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	28 649	30 266
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	16 298	13 532
Ancienneté de plus de 10 ans	5 738	5 506
Sous-total	50 685	49 304
Comptes épargne logement (CEL)	7 521	7 666
Total	58 206	56 970

Note 32. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Encours des prêts	101	122

Note 33. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Plan d'épargne logement (PEL)	284	78		362
Comptes épargne logement (CEL)		5		5
Total	284	83		367

Note 34. – Évènements postérieurs à la clôture

	31/12/2016	31/12/2015
	Néant	Néant

Note 35. – Effectif moyen en activité au cours de l'exercice

	31/12/2016	31/12/2015
Techniciens de la banque	290	294
Cadres	91	88

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 22 318 668,34 €, augmenté du report à nouveau antérieur de 114 848 078,66 €, soit un montant global distribuable de 137 166 747 €, comme suit :

Bénéfice 2016	22 318 668,34 €
Report à nouveau antérieur	114 848 078,66 €
Bénéfice distribuable	137 166 747,00 €
Sur ce montant	
A titre de dividende	13 400 107,20 €
Report à nouveau	123 766 639,80 €
Total égal au bénéfice distribuable	137 166 747,00 €

Le montant global du dividende d'un montant de 13 400 107,20 € pour les 333 336 actions composant le capital social, correspond à un dividende unitaire par action de 40,20 €.

L'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs au titre de leur gestion en 2016.

Conformément à la loi, il est rappelé à l'Assemblée Générale que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices, a été le suivant :

Exercice	Montant net	Crédit d'impôt	Total
2013	5 133 374 € (dividende unitaire : 15,40 €)	0	5 133 374 €
2014	5 216 708 € (dividende unitaire : 15,65 €)	0	5 216 708 €
2015	11 100 089 € (dividende unitaire : 33,30 €)	0	11 100 089 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Française Commerciale Océan Indien, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes

annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative aux changements de méthode comptable de l'annexe aux comptes annuels qui présente l'application de la méthode préférentielle de comptabilisation pour les engagements de retraite de Mayotte.

II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Comme indiqué dans la note de l'annexe sur les principes comptables, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et les risques inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif aux risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions et des dépréciations.

Changement de méthode comptable

Comme indiqué dans la note de l'annexe sur les changements de méthode comptable, votre société comptabilise à compter de cet exercice, les engagements de retraite de Mayotte utilisant ainsi la méthode préférentielle prévue dans le cadre de la recommandation ANC n° 2013-02. Nos travaux ont consisté à revoir l'appréciation des engagements de retraite, ainsi qu'à nous assurer de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations renseignées dans les notes annexes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Saint Paul et Neuilly-sur-Seine, le 19 avril 2017.

Les Commissaires aux comptes :

C2A
William Garcia

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve – 97466 St-Denis, Ile de la Réunion.

1703270